

<http://ugtg.org/spip.php?article890>



Guadeloupe, Corse : halte à la clandestinité de l'Etat français

!

- Dossier spécial LKP - Parti-pris-&-cris... -



Date de mise en ligne vendredi 8 mai 2009

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

Le PADDUC est le Plan d'Aménagement et de Développement Durable de la Corse

Il engagera la Corse pour un grand nombre d'années et aura valeur de Directive territoriale d'aménagement. Il sera "la loi".

La loi 2002 sur la Corse oblige l'exécutif de la CTC à le rédiger.

Le dossier que U Levante lui consacre est au format vidéo et basé sur le document final publié par la CTC en juin 2008. Vous y verrez que "l'avenir" voulu par l'exécutif de la CTC est axé sur le tout tourisme et sur la "désanctuarisation" de la Corse !...

Cette politique était déjà annoncée dans le "Plan nautique régional, rapport du Pt de l'Exécutif" (rapport non daté sans doute écrit en 2005), où on pouvait lire :

Page 13 : "Les activités liées à la mer créent des emplois et contribuent à créer un boom démographique sur les côtes."

Page 17 : "La protection excessive du littoral empêche le développement d'activités économiques liées au nautisme."

Ces écrits, qui annonçaient la couleur, sont, sans nul doute, à relier à l'économie immobilière résidentielle mise en place dans le Padduc et les PLU et aux suppressions des espaces remarquables.

AVANT-PROJET « CORSICA 21 »

LE CONTRE-PADDUC



Le Groupe Indépendantiste à l'Assemblée de Corse

CORSICA LIBERA

Décidément, les recettes parisiennes sont bien les mêmes, partout où l'hexagone exerce encore son influence.

En Corse, Paris a lancé une vaste opération de spoliation à travers le **PADDUC**, document présenté comme un

projet de société et visant, en fait, à donner un cadre juridique à la dépossession foncière et économique. Il s'appuie pour ce faire sur des « locaux » exclusivement soucieux de leurs intérêts particuliers. **Si des débats publics factices sont bien organisés pour amuser les gogos, les vraies tractations ont lieu dans des salons feutrés où l'on se partage le gâteau.**

On apprend aujourd'hui qu'en Guadeloupe, l'Etat français et le MEDEF local se préparent, tout aussi clandestinement, à mettre en oeuvre leur « projet de société ». Dans une note destinée à ses administrateurs, le président du MEDEF présente une stratégie de prise du pouvoir arrêtée lors d'une réunion « informelle et confidentielle » avec le préfet de Guadeloupe.

La lecture de cette note, qui n'avait évidemment pas vocation à être lue au delà d'un petit cercle d'initiés, est particulièrement édifiante : comme pour le PADDUC, il est question d'un « projet de territoire » engageant la Guadeloupe pour plusieurs décennies, projet devant être réalisé... en 60 jours !

Remarquez, s'il s'agit de rédiger un texte de la qualité du PADDUC, c'est plus que suffisant. Après avoir affirmé son ambition de faire du MEDEF territorial « un véritable contre pouvoir voire un véritable pouvoir », la note confidentielle prévoit de faire présenter ce projet, non par le MEDEF lui-même mais par un faux-nez baptisé « Alliance Antilles 2030 », association à créer, présentée comme « une sorte de clone du LKP » !

Sauf que le LKP est un outil d'émancipation émanant de forces vives et populaires, alors que le prétendu « clone » serait un instrument d'oppression et de mise en coupe réglée, issu d'un complot ourdi par des conspirateurs de préfecture...

[Jean-Guy Talamoni](#),

Vendredi 1 mai 2009